



**PRÉFET  
DE LA  
CHARENTE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Direction de la Coordination  
et de l'Appui Territorial**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT ENREGISTREMENT POUR L'EXPLOITATION  
D'UNE INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS INERTES  
en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement**

**de la Communauté des communes de la Haute-Saintonge,  
dont le siège social est situé à 7 rue Taillefer à Jonzac  
pour les activités exploitées au 6 Pont Richaud à Guitinières (17500)**

Le Préfet de Charente-Maritime  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**VU** l'annexe III de la directive n° 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7, R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;

**VU** le SDAGE Adour-Garonne, le SAGE Charente, les plans déchets notamment le plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux approuvé le 21 octobre 2019, la carte communale approuvée le 28 janvier 2013 ;

**VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 décembre 2014 relatif à relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 23 juin 2020 portant enregistrement de la Communauté des communes de la Haute-Saintonge à Guitinières, pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes ;

**VU** la demande présentée en date du 7 février 2023 par la Communauté des communes de la Haute Saintonge dont le siège social est à Jonzac, 7 rue Taillefer concernant la modification des conditions d'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes (rubrique n° 2760-3 de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de Guitinières et pour l'aménagement de prescriptions générales des arrêtés ministériels applicables au régime de l'enregistrement ;

**VU** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 9 mars 2023 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

**VU** l'absence d'observations du public durant la période de la consultation du public comprise entre le 3 avril 2023 et le 2 mai 2023 ;

**VU** l'avis favorable du conseil municipal de Nieul-le-Virouil, le 28 avril 2023 ;

**VU** l'absence d'observations des conseils municipaux de Guitinières et de Saint-Hilaire du Bois consultés entre le 18 mars 2023 et le 17 mai 2023 ;

**VU** l'avis du maire de Guitinières sur la proposition d'usage futur du site ;

**VU** le rapport du 23 juin 2023 de l'inspection des installations classées ;

**VU** la communication au pétitionnaire du rapport et des propositions de l'inspection des installations classées susvisé, par courrier du 27 juin 2023, conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-17 du code de l'environnement et des aménagements de prescriptions générales justifiées par des circonstances locales en application de l'article L. 512-7-3, mais sans nécessité de basculer en procédure d'autorisation environnementale ;

**VU** l'arrêté préfectoral portant prolongation du délai d'instruction de la demande d'enregistrement du 26 juin 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a indiqué par courrier télétransmis le 28 juin 2023 ne pas avoir d'observation à formuler sur le projet d'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les circonstances locales dues à la proximité avec la déchèterie gérée par la Communauté des communes nécessitent les prescriptions particulières suivantes pour la protection des intérêts listés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les demandes, exprimées par la Communauté des communes de la Haute-Saintonge, d'aménagements des prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés du 12 décembre 2014 (articles 25, 26 et 28) ne remettent pas en cause la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du titre 2 du présent arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires a déjà été consulté lors du dossier d'enregistrement initial sur ces aménagements ;

**CONSIDÉRANT** que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à l'usage industriel ;

**CONSIDÉRANT** la prise en compte de l'ensemble des critères de l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée pour apprécier la nécessité ou non de basculer en procédure d'autorisation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** que la sensibilité du milieu notamment la présence d'une ZNIEFF de type II « Haute vallée de la Seugne » et d'une zone Natura 2000 « Haute vallée de la Seugne en amont de Pons et ses affluents » situées à 170 m à l'Ouest du site ne justifie pas le basculement en procédure d'autorisation environnementale ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du département de la Charente-Maritime ;

## ARRÊTE

### TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

#### CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

##### **Article 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION**

L'installation de la Communauté des communes de la Haute-Saintonge (SIRET 200 041 523 000 16), représentée par son Président M. Claude BELOT, dont le siège social est situé 7 rue Taillefer à Jonzac Cedex (17501), faisant l'objet de la demande susvisée du 7 février 2023 est enregistrée.

Cette installation est localisée sur le territoire de la commune de Guitinières (17500), à l'adresse 6 route de Pont Richaud. Elle est détaillée au tableau de l'article 1.2 du présent arrêté.

Point Lambert II : X = 425703 Y= 6487158

L'enregistrement est délivré pour une durée de 10 ans à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si un nouvel enregistrement est prononcé. Il convient donc, le cas échéant, de déposer en temps utile une nouvelle demande d'enregistrement dans les formes réglementaires.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du code de l'environnement).

## CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DE L'INSTALLATION

### Article 1.2.1. L'INSTALLATION CONCERNÉE PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Libellé de la rubrique (Nature activité)	Éléments caractéristiques /Volume	Régime
2760-3	Installations de stockage de déchets inertes	Capacité de stockage : 40 000 m <sup>3</sup> volumes autorisés: 2 500 m <sup>3</sup> annuels pour les apports réguliers et 15 000 m <sup>3</sup> issus des chantiers de travaux publics sur les dix ans de l'autorisation.	E

Régime : E (enregistrement)

Les déchets admissibles sont ceux définis dans l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations de stockage de déchets inertes.

Sont interdits, les déchets :

- d'amiante (liés ou non) ;
- liquides dont la siccité est inférieure à 30 %,
- dont la température est supérieure à 60 °C,
- non pelletables,
- pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent,
- industriels banals ou radioactifs.

Sont aussi interdites les terres polluées ne respectant pas les seuils d'acceptation définis par l'arrêté précité.

### Article 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Zones	Section	Parcelles	Superficie (m <sup>2</sup> )	Lieu-dit
Guitinières	1	AK	387pp, 409 et 411	7977	Pont Richaud
	2		89, 90, 101*, 102*, 319, 320, 321pp, 322 et 345*	14229	
	3		94,321pp,387pp et 388	11229	

\* : parcelles pour partie cédées à l'entreprise voisine de valorisation de déchets inertes.

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT**

#### **Article 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 7 février 2023.

Un débroussaillage est réalisé a minima une fois par an aux abords de la clôture pour la maintenir en état et limiter toute propagation d'éventuel incendie forestier.

L'accès aux parcelles de la zone 1 est muni de deux portails : celui de la déchèterie et celui de l'ISDI.

La zone 2 est doté d'un portail d'une largeur de 4 mètres.

La zone 3 est accessible par le portail desservant la zone 1 et la déchèterie.

Deux extincteurs à poudre 6 kg et une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup> sont disponibles au niveau de la déchèterie.

Le registre de suivi de déchets est disponible auprès du gardien de la déchèterie.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables, à l'exception de celles des articles 25, 26 et 28 aménagées par le présent arrêté suivant les dispositions du titre 2.

L'ISDI est ouverte du lundi au samedi de 9 h 00 à 12h30 et de 14 h 00 à 17h30.

### **CHAPITRE 1.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF**

#### **Article 1.4.1. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF**

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état pour accueillir des installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière ou à la mise en valeur de ressources naturelles. La remise en état respecte le descriptif de la demande d'enregistrement. Certaines parcelles pourront accueillir une centrale photovoltaïque et/ou être utilisées pour une extension du centre de transfert d'ordures ménagères.

Le réaménagement consistera à un compactage des terrains avec mise en place d'une couche de terre végétale d'une épaisseur de 10 cm suivi d'un ensemencement de prairie naturelle.

Pour la zone 1, le remblaiement vise à obtenir un nivellement progressif en pente douce jusqu'au chemin d'accès au centre de transfert des ordures ménagères.

Pour la zone 2, le remblaiement s'effectue avec un palier intermédiaire végétalisé. La cote finale à atteindre est comprise entre 44,05 m NGF et 53 m NGF.

Pour la zone 3, le terrassement épouse la côte des terrains agricoles et des boisements riverains dans la continuité de la zone 1.

L'épaisseur moyenne de remblai sera d'au moins un mètre et variera selon la configuration du site entre 0,50 m et 3 m.

La clôture sera maintenue et pourvue d'un panneau apposé en vue d'interdire tout dépôt de déchets non autorisé.

## **CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES**

### **Article 1.5.1. PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS**

Les prescriptions associées au présent arrêté se substituent à celles des actes administratifs antérieurs qui sont abrogées à savoir l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 23 juin 2020.

### **Article 1.5.2. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 décembre 2014 relatif à relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

### **Article 1.5.3. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS**

En référence à la demande de l'exploitant (article R. 512-46-5 du code de l'environnement), les prescriptions des articles :

- 25, 26 et 28 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

sont aménagées suivant les dispositions du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

---

## **TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES**

---

### **CHAPITRE 2.1. AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 2.1.1. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 25 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 12 DÉCEMBRE 2014 RELATIF AUX ÉMISSIONS DANS L'AIR**

En lieu et place des dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 qui prévoit le respect des prescriptions suivantes :

*« L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales. »*

L'exploitant respecte la prescription suivante :

*« En cas de plainte, l'exploitant procède à une surveillance de la qualité de l'air sur le périmètre des zones de l'installation de stockage de déchets inertes, au moins une fois par an, deux années consécutives. »*

## Article 2.1.2. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 26 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 12 DÉCEMBRE 2014 RELATIF AUX MESURES ACOUSTIQUES

En lieu et place des dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. »

Elle est complétée par :

« Le respect des prescriptions ci-dessus sera réalisé dans le cadre de la surveillance des émissions sonores de la déchèterie. Le rapport de contrôle de la déchèterie englobera les zones 1, 2 et 3 de l'installation de stockage de déchets inertes. »

## Article 2.1.3 AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 28 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 12 DÉCEMBRE 2014 RELATIF AU STOCKAGE DES DÉCHETS

En lieu et place des dispositions de l'article 28 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 qui prévoit les prescriptions suivantes :

« L'exploitant prévoit au moins une benne de tri spécifique pour les déchets indésirables sur l'installation qui sont écartés dès leur identification. »

L'exploitant respectera la prescription suivante :

« Le tri des déchets a lieu dès l'entrée de la déchèterie. Seuls les déchets rentrant dans le champ d'admission des déchets inertes sont admis sur le site. Un contenant sera toutefois déposé sur la zone 2 dédiés aux professionnels pour y accueillir les déchets non-conformes. »

## TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

### Article 3.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### Article 3.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (art. L. 514-6 du code de l'environnement)

En application des articles L. 514-6 et du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente, le tribunal administratif de Poitiers (86000) - 15 rue de Blossac :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

### **Article 3.3. PUBLICITÉ (art. R. 512-46-24 du code de l'environnement)**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de Guitinières et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Guitinières pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application notamment de l'article R. 512-46-12, à savoir : Guitinières, Saint-Hilaire-du-Bois et Nieul-le-Virouil ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture de la Charente-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

### **Article 3.4. EXÉCUTION – AMPLIATION**

Le présent arrêté sera notifié à la Communauté des communes de la Haute-Saintonge.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Monsieur le Maire de la commune de Guitinières,
- Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle Aquitaine.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle, le **30 JUIN 2023**

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

  
Emmanuel CAYRON

